

Theo Francken aurait été prévenu du trafic de visas humanitaires

L'état se resserre sur Melikan Kucam, cet élu de la N-VA soupçonné de trafic de visas humanitaires. Le parquet anversois a indiqué jeudi que l'intéressé a été placé sous mandat d'arrêt pour trafic d'êtres humains, organisation criminelle, corruption passive et extorsion. M. Kucam clame cependant son innocence.

"Selon l'information dont nous disposons, il y a eu principalement des flux financiers vers des passeurs et des agences de voyages qui devaient faire passer des personnes de la Syrie au Liban. Mais pas [d'argent] vers M. Kucam", a expliqué Frank Coel, son avocat, jeudi à la VRT. Selon lui, son client affirme avoir été au courant de ces pratiques "via via", de manière indirecte. Il ajoute : "Mon client a lui-même averti le cabinet de l'ancien secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken (N-VA), en juillet..."

Une enquête administrative a été demandée pour faire la lumière dans ce dossier, parallèlement aux poursuites judiciaires, a fait savoir jeudi, à la Chambre, Maggie De Block (Open VLD), successeur de M. Francken. Selon les premiers chiffres fournis par l'Office des étrangers, 600 personnes sont arrivées

en Belgique par ce biais, dont 200 par l'intermédiaire de Kucam Melikan. *"Dès mon entrée en fonction en tant que ministre de l'Asile et de la Migration, j'ai immédiatement fermé la porte aux personnes louches. On a tout de suite su qu'il ne fallait pas venir chez moi pour de telles affaires", a encore déclaré M^{me} De Block, sous-entendant qu'il en allait autrement sous l'ère Francken.*

Vers une commission d'enquête

Pour certains députés, il ne fait plus de doute que la N-VA a préféré quitter le gouvernement fédéral et provoquer sa chute sur le Pacte migratoire de l'Onu afin d'éviter une démission de M. Francken à cause de cette affaire. La N-VA est restée muette, jeudi. La mise sur pied d'une commission d'enquête a été évoquée tant par des députés qu'au sein du gouvernement. *"Une audition au cours de laquelle Theo Francken donne ses explications est une première étape. S'il n'y a pas suffisamment de clarté, la commission d'enquête est une option", a ainsi lancé sur Twitter le vice-Premier ministre CD&V, Kris Peeters.*

A. C. (avec Belga)